

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 134 • mai 2019

NORD DU MALI : LA MINUSMA SOUTIENT LE RETOUR DE L'ÉTAT ET DES RÉFUGIÉS



LES CASQUES BLEUS BANGLADAIS OFFRENT DE L'ESPOIR
AUX VILLAGEOIS DU NORD DU MALI

POLICE DE PROXIMITÉ : CLÔTURE DE LA FORMATION DE 30
ÉLÉMENTS DES FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI À MÉNAKA

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR
DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LES HABITANTS DE KOIGOUMA CÉLÈBRENT AVEC L'ONU LE RETOUR DE RÉFUGIÉS MALIENS

5 RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LE NORD DU MALI : LES LOCAUX DU CONSEIL DE CERCLE DE KIDAL FONT PEAU NEUVE

7 DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ À TOMBOUCTOU

9 LES CASQUES BLEUS BANGLADAIS OFFRENT DE L'ESPOIR AUX VILLAGEOIS DU NORD DU MALI

12 POLICE DE PROXIMITÉ : CLÔTURE DE LA FORMATION DE 30 ÉLÉMENTS DES FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI À MÈNKA

13 À HONDOUBOMO, LES LEADERS COMMUNAUTAIRES ÉCHANGENT AVEC LA MINUSMA

14 BRÈVES

16 COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LES HABITANTS DE KOIGOUMA CÉLÈBRENT AVEC L'ONU LE RETOUR DE RÉFUGIÉS MALIENS



Le 6 mai 2019, à Koigouma, à 55 kilomètres de Goundam, dans la région de Tombouctou, s'est déroulée une cérémonie pour accueillir 2 086 réfugiés maliens de retour de Mauritanie. Les communautés de Koigouma avaient fui le conflit qui a éclaté au Mali en 2012 et s'étaient réfugiées au camp de M'Bera, au sud de la Mauritanie.

Tenue en présence du Gouverneur de Tombouctou, du Sous-préfet, du Maire, du Chef du village, cette cérémonie a également vu la participation de représentants de haut niveau du Système

des Nations Unies. Ainsi, la Cheffe de cabinet de la MINUSMA, le Chef de bureau de la Mission onusienne à Tombouctou, et la Représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) au Mali, ainsi que des représentants d'autres agences des Nations Unies au Mali étaient aussi sur place, où l'accueil qui leur a été réservé était des plus chaleureux.

« Le premier pas que vous avez fait est celui du retour. Maintenant, nous commençons le travail ensemble », a déclaré la Cheffe de cabinet de la MINUSMA.



« Pour avoir un pays fort, il faut la réconciliation. C'est le rôle que la MINUSMA souhaite continuer à jouer. Les agences des Nations Unies, comme le HCR présent aujourd'hui, font un travail grandiose qui s'inscrit dans la durée, et nous sommes ravis de travailler en partenariat avec eux », a-t-elle poursuivi.

Riccardo Maia, Chef de Bureau de la MINUSMA à Tombouctou, a quant à lui souligné l'importance du retour qui symbolise l'appartenance et l'enracinement, et qui a un rôle clé dans l'établissement de la sécurité dans le nord du Mali.

Dans le cadre du suivi du retour de ces réfugiés, la Direction Régionale du Développement Économique et Social, en partenariat avec le HCR, procède à l'enregistrement des rapatriés à leur arrivée. Le HCR a pour mandat de coordonner l'action internationale pour la protection et l'assistance des réfugiés, demandeurs d'asile, apatrides et rapatriés. Le HCR a des responsabilités en matière de protection des personnes

déplacées, ainsi que la recherche et la mise en œuvre de solutions durables aux problèmes des réfugiés.

La Représentante du HCR au Mali a félicité les réfugiés qui ont pris la décision de revenir dans la localité et a remercié leur pays hôte ces dernières années, à savoir la Mauritanie.

« Le HCR appelle à ce que les conditions soient réunies pour que les réfugiés reviennent et restent au Mali en sécurité et dignité. Pour ce faire, il faut continuer à œuvrer pour mettre en place les infrastructures socio-économiques adéquates », a-t-elle souligné.

Le gouverneur de Tombouctou a fait état de la période difficile que traverse le Mali et qui a entraîné le déplacement de personnes dans la sous-région.

« Toutefois, de nombreux indicateurs suscitent l'espoir pour le retour des Maliens qui ont trouvé refuge dans les pays voisins. La mise en place des activités prévues par l'Accord pour la paix sont des activités qui ont besoin de la participation

de nos frères et sœurs réfugiés », a-t-il conclu.

Les officiels ont recueilli les doléances des habitants de la commune, portant essentiellement sur l'accès à l'eau dans cette zone désertique. « Pour atténuer nos souffrances et bénéficier de la réinsertion économique, nos besoins se résument à l'eau car certains villages n'ont plus de points d'eau », a martelé le chef du village.

A travers ses projets à impact rapide d'un montant maximum de 50 000 dollars, et supervisés par la section Stabilisation et Relèvement, la MINUSMA a conduit plusieurs projets de forage d'eau autour du village. Désormais, l'accès à l'eau potable est une réalité pour la commune.

La Mauritanie est le pays frontalier du Mali qui accueille le plus de réfugiés maliens à ce jour : près de 57 000 sur un total de près de 137 000 réfugiés répartis entre la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso.

RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LE NORD DU MALI : LES LOCAUX DU CONSEIL DE CERCLE DE KIDAL FONT PEAU NEUVE



La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, la MINUSMA, a procédé le 06 mai 2019, à la remise officielle des locaux du Conseil de cercle de Kidal, qu'elle a entièrement réhabilité et équipé, dans le cadre de ses projets à impact rapide (QIP).

Les locaux de la principale instance délibérative du cercle de Kidal étaient dans un état de délabrement avancé, au grand dam des élus et des populations. Un QIP de la MINUSMA vient de leur redonner le sourire. La Mission onusienne au Mali a en effet, procédé à la rénovation et à l'équipement de l'institution. Les nouveaux locaux comprennent quatre pièces dont une salle de réunion équipée en matériels informatiques et de bureau, un domicile pour le gardien, un bloc de latrines et un autre de douches réhabilitées, ainsi qu'une clôture, afin de sécuriser les locaux. Ce projet, d'un coût estimé

à plus de 16 millions de Francs CFA (exactement 16 171 000 FCFA) et d'une durée d'exécution de trois mois, a été financé par la MINUSMA, à travers sa Division des Affaires Politique (DAP). Il a été conduit par l'ONG partenaire Tinja N-Akal. Lors de sa mise en œuvre, le projet a permis la création de 32 emplois.

La réhabilitation du Conseil de cercle de Kidal, relève des efforts de la MINUSMA pour contribuer à créer les conditions d'un redéploiement de l'Administration et des services techniques déconcentrés de l'Etat dans la région. Il s'agit plus spécifiquement, comme le lui enjoint le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa Résolution 2423 (2018), au paragraphe 38 «Tâches prioritaires» alinéa i) d' : « ... appuyer les efforts du Gouvernement visant à rétablir et étendre effectivement l'autorité de l'État et l'état de droit sur tout le territoire,



notamment en concourant au bon fonctionnement des administrations intérimaires dans le nord du Mali selon les conditions énoncées dans l'Accord ». L'objectif à court terme est de mettre à la disposition des Autorités intérimaires puis, des futurs élus du cercle de Kidal, des locaux fonctionnels afin d'améliorer leurs conditions de travail.

M. Bilal Ag Ousmane a, au nom des bénéficiaires, exprimé sa reconnaissance à la MINUSMA pour ce projet, qui contribuera selon lui à « l'efficacité des autorités locales, grâce la fourniture d'équipements

adaptés aux exigences d'un service public moderne».

Le chef du Bureau de la MINUSMA à Kidal, M. Christophe Sivillon s'est, pour sa part, réjoui de la qualité du travail effectuée par le Conseil de cercle : « Nous espérons que ce projet qui s'inscrit dans le cadre des efforts de la Mission, en vue d'améliorer les conditions de travail des autorités locales, permettra à ces dernières de satisfaire la demande de la population », a-t-il estimé. Il a également exhorté les bénéficiaires de cette infrastructure renouvelée, à en faire bon usage.

DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ À TOMBOUCTOU



Tombouctou a accueilli, le 29 avril dernier, une délégation composée de l'Ambassadrice du Royaume du Danemark, l'Ambassadeur du Canada, la Chargée d'Affaires du Royaume de la Norvège, le Chef de la Coopération du Danemark, le Directeur National des Routes et la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Générale de l'ONU pour la MINUSMA et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe. L'objectif de cette visite était double. Il s'agissait d'une part, de remettre six postes de contrôle aux Forces Armées Maliennes, afin de contribuer au renforcement de leurs capacités opérationnelles et d'autre part, de procéder au lancement de la réhabilitation de la route qui relie la ville à l'aéroport de Tombouctou.

Les deux cérémonies officielles ont regroupé les autorités administratives de la région, notamment le Gouverneur, le Maire de la commune urbaine

de Tombouctou ainsi que le Commandant de Zone des FAMA, en présence de la Délégation venue de Bamako pour la circonstance et le personnel du bureau régional de la MINUSMA.

Le Gouverneur de Tombouctou a saisi l'occasion pour exprimer la reconnaissance de la population à tous les donateurs : « Notre joie est double aujourd'hui, les deux cérémonies sont autant importantes pour nous car, que ça soit la réhabilitation de la route ou celle des postes de contrôle, ces projets contribuent tous au bien-être et à la sécurité de nos populations. C'est pourquoi je ne peux que remercier les donateurs que vous êtes et en particulier la MINUSMA pour ses nombreux efforts en faveur de la population de Tombouctou », a déclaré Koina Ag Ahmadou, le Gouverneur de Tombouctou. Avant de clore ses propos, le chef de l'exécutif local a sollicité



un financement auprès des partenaires pour le prolongement de la route.

Financé à hauteur d'environ 1 milliard 264 millions de FCFA, grâce à la contribution du Royaume du Danemark au Fonds Fiduciaire en soutien à la paix et la sécurité au Mali (Trust Fund), le projet de réhabilitation de la route de l'aéroport permettra d'améliorer la sécurité et faciliter la circulation des personnes et de leurs biens sur cet axe d'environ quatre kilomètres.

Quant aux 6 postes de contrôle de la ville de Tombouctou, ils ont été réhabilités grâce aux contributions du Canada et du Royaume de la Norvège au même Fonds fiduciaire. Pour ce projet, environ 263 millions de francs CFA auront été nécessaires. Ces infrastructures sécuritaires contribueront à soutenir les FAMA dans leur tâche de sécurisation des habitants de l'agglomération de Tombouctou.

S'adressant aux Tombouctiens, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU pour la MINUSMA et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe, a mis l'accent sur l'importance de ces

deux projets pour eux. « Ces deux projets sont d'une importance capitale pour nous donateurs et pour les bénéficiaires, car ils renforcent la protection des civils notamment les femmes et les enfants, et facilitent les interventions des Nations Unies dans la région. Ils répondent aux besoins des populations tant résidentes que rapatriées ou retournées. Ils sont aussi importants pour les acteurs humanitaires, les partenaires et pour le Danemark dans le soutien à la Stabilisation et au Relèvement du pays et leur appui aux populations ». A-t-elle conclu.

Ces deux projets rentrent en droite ligne de l'appui des Nations Unies aux Forces Armées Maliennes ainsi que du gouvernement malien, dans ses efforts pour assurer une paix durable ainsi que le retour de son autorité.

Le Fonds Fiduciaire en soutien à la paix et à la sécurité au Mali (Trust Fund), est un fonds multi-donateurs qui vise à appuyer les Maliens dans les domaines de la sécurité, de la justice ou encore des interventions humanitaires cruciales. Il concourt au développement des efforts à court et à long-terme, de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

LES CASQUES BLEUS BANGLADAIS OFFRENT DE L'ESPOIR AUX VILLAGEOIS DU NORD DU MALI



Il est six heures du matin dans l'enceinte militaire bangladaise de la ville de Gao, au Nord du Mali. Le complexe, composé de plusieurs tentes, est aussi fréquenté qu'une ruche, car dans les zones désertiques, les jours commencent beaucoup plus tôt que dans le reste du monde.

Devant la tente logistique, les soldats de la paix bangladais chargent soigneusement tables, chaises, tapis protecteurs et médicaments à l'arrière de plusieurs véhicules blindés de transport de troupes, tandis que des gilets pare-balles pas encore déboutonnés, sont posés sur leurs épaules. Les Casques bleus discutent de la mission du jour : patrouiller dans des villages reculés, créer

une présence protectrice, dissuader de nouvelles hostilités et fournir une assistance médicale dans le cadre des activités de coopération civilo-militaire (COCIM).

Au moment où le soleil ardent malien parvient à percer le feuillage final de Gao, le convoi de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est déjà en route, dans la partie malienne du désert saharien. Destination : Battal, village où il n'existe aucun service de santé et aussi éloigné que possible.

« En tant que professionnel médical militaire, je



me suis consacré au service de l'humanité. Voici la place absolue, puisque les communautés sont privées de tout, de la nourriture, des traitements et des médicaments. Je peux jouer un rôle vital en consultant et en donnant des médicaments gratuitement », a déclaré le major Saeed Siddique, 30 ans, médecin au sein du contingent bangladais depuis maintenant un an.

Peu de temps après le décollage, la visibilité est passée de médiocre à zéro, alors que le climat désertique rude et la chaleur extrême devenaient de grands défis. Cependant, les mines terrestres, toujours présentes sur les routes du Nord du Mali, constituent la plus grande menace.

L'équipe bangladaise de «recherche et détection» soutient la mission. « Le défrichage des terres est un processus extrêmement lent, comportant des risques graves. Si vous voyez cette route, il est

facile pour les terroristes de cacher des engins explosifs sous terre pour être sûrs de ne pas rater leur cible. Le convoi reprendra dès que nous aurons dégagé la voie », explique le major Sadiquir Rahman, qui poursuit à pied, recherchant avec soin des engins explosifs ou des cachettes pour ces bombes, le long de la route de sable menant à Battal.

FOURNIR UNE ASSISTANCE MÉDICALE DE BASE, UNE ENTREPRISE DIFFICILE

Après un voyage de deux heures, l'équipe médicale militaire fait partie d'un convoi blindé lourd qui pénètre sur la route de Battal. Ils sont en plein cœur du désert saharien et sont accueillis par la foule. Le village isolé le long du fleuve Niger est bordé de maisons en briques de terre crue, pouvant accueillir 3 500 personnes. Comme d'habitude, les soldats de la paix apportent leur équipement au repos à l'ombre de quelques arbres bien placés. En quelques minutes, le lieu

se transforme en une clinique médicale de base, avec des consultations gratuites. Une longue file de patients attend, assis tranquillement sur le sol, sur des nattes, prêts à être examinés, attendant leur tour, pendant que les infirmières préparent les ordonnances de prescription du médecin.

Reconnaissant pour le maintien de la sécurité et le soutien médical des soldats de la paix dans sa communauté, le chef du village Harour Izietie Gouma, âgé de 62 ans, a souligné le manque d'installations médicales dans la région et le prix élevé des médicaments.

Au cours de la campagne médicale d'une journée, 182 patients ont été consultés. «Les principales maladies sont les infections fongiques et bactériennes liées au manque d'hygiène et d'assainissement», explique le docteur Siddique. « Aujourd'hui, nous avons eu beaucoup de patients souffrant de problèmes oculaires à cause



du climat aride et désertique. Ces personnes sont également très mal nourries et ne reçoivent pas assez d'aliments nutritifs ». Les consultations offrent également l'occasion de sensibiliser à la santé, à l'hygiène ainsi qu'aux dangers des engins explosifs improvisés dans la région.

Agaichatou Alkaido, veuve de 58 ans et mère de 12 enfants, a déclaré souffrir de douleurs dans les articulations, liées au rhumatisme, en plus de douleurs dans les os et les muscles. « En tant que citoyen ordinaire, je ne peux pas acheter de médicaments. J'ai reçu les médicaments gratuits qu'ils ont apportés après mon examen médical. J'espère me remettre. »

LES FEMMES CASQUES BLEUS FONT PARLER LES GENS

Le Bangladesh est l'un des plus gros contributeurs aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde et le troisième pays contributeur à la Mission des Nations Unies

au Mali, avec environ 1 500 personnes, dont une équipe médicale apportant son soutien aux soldats de la paix et aux habitants de zones isolées.

La Mission des Nations Unies au Mali se distingue des autres Missions par le fait qu'elle est « le déploiement le plus dangereux du maintien de la paix au monde », avec, depuis sa création, 123 Casques bleus tués par des forces hostiles et des dizaines d'autres tués par des accidents et des maladies.

Sabina Yasmin Tanny, une major bangladaise qui travaillait dans des environnements difficiles, affirme que pour des raisons culturelles, les femmes de la localité ne peuvent pas être vues en train de parler à des hommes inconnus, mais elles peuvent discuter librement avec des Casques bleus comme elle, et au cours de la conversation, glissez des informations sur les défis auxquels les gens font face dans leur quartier. « La sensibilisation est essentielle », déclare Sabina.

« Vous vous rendez dans les communautés, vous avez une idée de ce qui se passe. Les femmes soldats des missions ont un rôle important à jouer : aider les victimes, en particulier les femmes et les enfants des zones difficiles à atteindre. »

Les soldats de la paix bangladais sont déterminés à surmonter les obstacles afin de renforcer les efforts visant à assurer la protection des civils à destination des populations des zones reculées du Mali et à les atteindre. Ils sont à 15 000 kilomètres de chez eux et de leurs familles et travaillent pour une stabilité durable dans le pays. Un travail et un appel qui peuvent parfois être très émouvant : « C'est très courant ici, lorsque nous traitons des patients plus âgés, ils utilisent habituellement pour prier pour nous et nous devenons très émus avec eux. C'est gratifiant, et je garderais ce souvenir pour la vie, et si j'ai encore cette chance, j'aimerais continuer à servir encore et encore. »

POLICE DE PROXIMITÉ : CLÔTURE DE LA FORMATION DE 30 ÉLÉMENTS DES FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI À MÉNAKA



La salle de formation de l'Unité Constituée de Police du Togo (TOGFPU) de Ménaka, a abrité ce 26 avril 2019, la cérémonie de clôture de la première session de formation sur la mise en œuvre de la POLICE DE PROXIMITÉ. Organisée par la Police des Nations Unies (UNPOL), au profit des Forces de Sécurité Maliennes (FSM), elle s'est tenue du 15 au 26 avril dernier.

Dispensée conjointement avec EUCAP Sahel Mali, cette session a connu la participation de 30 éléments de la Police, de la Gendarmerie et de la Garde Nationale identifiés pour cette phase pilote. Cette cérémonie, s'est tenue en présence du Chef de Bureau de la MINUSMA à Ménaka, Francisco Osler, du Contrôleur général Odile Kantyono, Commandant Régional d'UNPOL à GAO, du représentant du Gouverneur de Ménaka, du représentant du Directeur général de la Police Nationale du Mali et de plusieurs autres officiels maliens.

Le représentant des stagiaires a exprimé la satisfaction de tous les stagiaires et a adressé, en leur nom, des remerciements appuyés aux experts formateurs d'UNPOL et d'EUCAP Sahel. Ils se sont également engagés, avec l'appui des autorités locales, à la mise en œuvre pratique des connaissances acquises.

Dans son allocution, Madame le Contrôleur général Odile Kantyono, n'a pas dissimulé sa satisfaction sur le déroulement de cette formation et, a convié les participants de cette formation, à faire bon usage des acquis, pour une meilleure sécurisation des populations dans leurs localités respectives. Avant de clore son propos, Mme Kantyono a mis en relief la qualité des interventions qui ont permis des échanges fructueux, sur des cas pratiques avec les stagiaires.

À l'issue de cette célébration, les stagiaires de la session ont été honorés et leurs certificats remis par les officiels présents.

À HONDOUBOMO, LES LEADERS COMMUNAUTAIRES ÉCHANGENT AVEC LA MINUSMA



Le 08 mai dernier, le Bureau de l'Information Publique PIO, a organisé une séance de sensibilisation et d'information sur le mandat de la MINUSMA et le rôle du personnel en uniforme dans la protection des civils, au profit des leaders communautaires de ce village, dans la Commune rurale Alafia.

L'activité a réuni plus de 150 leaders communautaires, majoritairement des femmes venant de Hondoubomo et des villages de Ilwa et Diéguelia, en présence des représentants composantes de la MINUSMA comme les Affaires Civiles, PIO, ainsi que des éléments des militaires observateurs (MILOBs) et de la Police des Nations Unies. La rencontre a permis d'éduquer les participants sur l'accord de paix, les activités de la Mission, notamment le rôle du personnel en uniforme dans la protection des civils.

Au cours de cette journée d'échanges, les participants ont posé des questions relatives au processus de paix, et aux différents types de projets que la MINUSMA finance au profit de la paix, afin de consolider la paix, ou de lutter contre les violences communautaires. Des éclaircissements à ces préoccupations ont été fournis par le Staff onusien.

À l'issue de la rencontre, les communautés de Hondoubomo, particulièrement les femmes, qui ont bénéficié du financement d'un projet de réinsertion socioéconomique, ont remercié la MINUSMA pour ses efforts consentis en faveur de la réconciliation nationale entre toutes les communautés. « Vous avez contribué à nous apporter de la quiétude et renforcer notre cohésion sociale qui s'était abimé par le fait du conflit. C'est pourquoi, à chaque fois que nous vous rencontrons, nous vous exprimons nos attentes et nos besoins, » a déclaré Mariam Bamoye, Présidente des Femmes.

Les notables ont à leur tour, émis leur satisfaction au personnel en uniforme, pour leurs actions de solidarité en faveur des couches nécessiteuses. Ils ont aussi encouragé la poursuite de ce type de rencontre, qui est un des moyens d'écouter les attentes des communautés et leurs préoccupations, mais aussi, d'éduquer davantage celle-ci sur le rôle de la MINUSMA et ses activités au Mali. « Nous apprécions beaucoup les patrouilles que vous menés dans notre localité, elles nous mettent en confiance et nous rassure, » a témoigné Ahmadou Alidji, Conseiller Communal de la Commune d'Alafia.

EN BREF

4 MAI

A l'occasion du Forum de Tana en Ethiopie, le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali, M. Annadif a animé hier une table ronde intitulée «Partage du fardeau : l'avenir des Opérations de maintien de la paix (OMP)». Il avait à ses côtés le Ministre des affaires étrangères du Rwanda et la Sous-Secrétaire générale aux opérations de maintien de la paix, Mme Bintou Keita.

«L'avenir des OMP dépend aussi de la diplomatie préventive» a déclaré M. Annadif lors du Forum.



7 MAI

Ce lundi 06 Mai 2019, les personnels civils, militaires et policiers de la MINUSMA, ont rendu l'hommage annuel du système aux personnels de l'ONU décédés en fonction. Cette cérémonie était double, puisqu'un dernier adieu a également été adressé au soldat égyptien de la MINUSMA, décédé le 02 mai 2019 à Dakar et la commémoration annuelle de l'hommage.

Cette cérémonie présidée par Mme la Représentante spéciale adjointe aux Affaires Politiques, Mme Joane Adamson, s'est déroulée en deux grandes phases et a connu la présence de plusieurs responsables de



La MINUSMA, les représentations diplomatiques accréditées auprès du Mali, de même que les Autorités politico-administratives et militaires.

La première partie de cette cérémonie a été consacrée aux adieux au soldat Egyptien, décédé à Dakar le 02 mai dernier, des suites des blessures lors de l'explosion de EEI au cours de leur mission régaliennne. Après les cérémonies d'adieux qui ont consisté principalement à la décoration à titre posthume, par l'Etat hôte, et le dépôt de gerbe par Mme la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, s'en est suivi la cérémonie d'hommage aux personnels des Nations Unies décédés en fonction. Cette dernière cérémonie a été symboliquement réduite au discours du RSSG/A après un dépôt conjoint de gerbe par Mme l'Adjointe au Représentant Spécial, le Commandant de la Force et le Commissaire de Police. La cérémonie a pris fin par la présentation des condoléances aux membres du contingent de l'Egypte.

8 MAI

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Joanne Adamson, en sa qualité de Cheffe de la MINUSMA par intérim, a rencontré le 3 mai, la Vice-ministre italienne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mme Emanuela Del Re, accompagnée de son Directeur général pour l'Afrique et par l'Ambassadeur d'Italie au Sénégal, également accrédité au Mali. Le Commandant de la Force MINUSMA, le Général Dennis Gyllensporre, et le Commissaire de Police, Issoufou Yacouba, étaient également présents lors de la réunion. Ensembles, ils ont abordé les progrès et développements politiques au Mali et dans la région du Sahel, la situation dans la région du Centre, les défis rencontrés par la MINUSMA et les résultats obtenus.





COMMUNIQUÉS

30 AVRIL

LES NATIONS UNIES PARTICIPENT AU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS DE TOMBOUCTOU À TRAVERS LA REMISE DE SIX POSTES DE CONTRÔLE AU PROFIT DES FORCES ARMÉES MALIENNES ET LE LANCEMENT DE LA RÉHABILITATION DE LA ROUTE DE L'AÉROPORT

Tombouctou, le 30 avril 2019 - Une délégation composée de l'Ambassadrice du Royaume du Danemark, Mme Marianne Kress, de l'Ambassadeur du Canada, M. Louis Verret, de la Chargée d'Affaires du Royaume de la Norvège, Mme Synne Emilie Bjornra, du Chef de la Coopération du Danemark, M. Anders Bitsch Karlsen, du Directeur Régional des Routes, M. Almahamoud Touré représentant le Ministère des Infrastructures et de l'équipement du Mali et de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Générale de l'ONU pour la MINUSMA et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe, se sont rendus à Tombouctou ce lundi 29 avril pour visiter plusieurs projets financés par les Nations Unies à travers le Fonds Fiduciaire pour la Paix et la Sécurité au Mali. En présence du Gouverneur de Tombouctou et du Commandant de la Zone des FAMA, la Délégation a officiellement remis six postes de contrôle situés autour du périmètre de la ville de Tombouctou aux Forces armées maliennes. Le renforcement de ces infrastructures sécuritaires contribuera à soutenir les FAMA dans leur tâche de sécurisation des personnes et de leurs biens par l'amélioration des conditions de sécurité dans la ville. D'un montant d'environ 263 millions de francs CFA, ces postes de contrôle ont pu être renforcés grâce aux contributions du Canada et du Royaume de la Norvège.

La Délégation a ensuite procédé au lancement officiel des travaux de réhabilitation de la route menant de l'aéroport de Tombouctou à la ville, conjointement avec le Directeur Régional des routes et le Gouverneur de Tombouctou. D'environ 1 milliard 264 millions de FCFA ce projet est financé grâce à la contribution du Royaume du Danemark et a été développé en étroite collaboration avec les autorités maliennes depuis plusieurs années. Il permettra d'améliorer la sécurité et faciliter la circulation des personnes et des biens sur cet axe d'environ 4 kilomètres.

Le Fonds Fiduciaire en soutien à la paix et la sécurité au Mali (Trust Fund) est un fonds multi-donateurs qui vise à apporter un appui aux Forces de défense et de sécurité maliennes, assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'État, de la sécurité, de la justice et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

2 MAI

CONCLUSIONS PRÉLIMINAIRES DE LA MISSION D'ENQUÊTE SPÉCIALE SUR LES GRAVES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME COMMIS À OGOSSAGOU LE 23 MARS 2019

Bamako, le 02 mai 2019 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) publie aujourd'hui, les conclusions préliminaires de la mission d'enquête spéciale sur les graves atteintes

aux droits de l'homme commises à Ogossagou (commune de Bankass, cercle de Bankass, région de Mopti) le 23 mars 2019.

Suite à des allégations de graves atteintes aux droits de l'homme, la MINUSMA a déployé, du 25 au 29 mars 2019, une mission d'enquête spéciale pour établir les faits, examiner les circonstances et l'envergure de l'attaque, en identifier les auteurs et situer les responsabilités des acteurs impliqués.

Au terme de l'enquête, la MINUSMA est en mesure de conclure que le samedi 23 mars 2019, aux alentours de 5h du matin, un groupe composé d'au moins une centaine d'hommes armés, identifiés comme des chasseurs traditionnels (dozos) et accompagnés par une dizaine d'hommes en tenue militaire et d'autres en tenue civile, a mené une attaque planifiée, organisée et coordonnée sur la partie peule du village d'Ogossagou.

L'attaque a donné lieu à une confrontation armée ayant opposé les dozos aux éléments armés peuls faisant partie d'un rassemblement de candidats au processus de « désarmement volontaire », installés dans le village et qui s'étaient constitués de facto en groupe d'auto-défense. Le groupe de chasseurs, supérieurs en nombre et en puissance de feu, a continué d'avancer sur le village, tuant de manière indiscriminée hommes, femmes et enfants, et incendiant les maisons à l'aide de torches et autres combustibles préparés à cet effet.

Au cours de l'attaque, les assaillants ont tué au moins 157 membres [1] de la communauté peule, dont au moins 12 individus appartenant au groupe d'auto-défense. Parmi les victimes, il convient de noter la présence de déplacés peuls qui avaient fui les violences dans d'autres localités du cercle de Bankass, y compris des survivants de l'attaque de la partie peule du village de Koulogon du 1er janvier 2019.

L'enquête a permis de démontrer que les assaillants ont tué par balle une majorité des victimes, dont des femmes et des enfants. Les dozos ont également incendié au moins 220 cases dont certaines dans lesquelles les villageois s'étaient réfugiés. L'équipe a pu localiser et confirmer l'existence d'au moins trois fosses communes contenant au moins 40 corps dans chacune des deux premières, et au moins 70 corps dans la troisième. Également, au cours de l'attaque, 65 personnes ont été blessées par balle, arme blanche ou d'autres moyens physiques. Quarante-trois personnes, dont 17 enfants, ont été prises en charge à l'hôpital de Sévaré où l'équipe s'est rendue.

« Je suis profondément choqué par la cruauté de ces actes abominables commis à l'endroit de la population civile, en particulier les femmes et les enfants. Les auteurs de telles atrocités doivent être tenus responsables de leurs actes devant la justice », a déclaré le Représentant Spécial du Secrétaire Général au Mali et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif.

Malgré son ampleur, cet incident n'est pas isolé mais s'inscrit dans un contexte d'accentuation progressive des violences sur fond de tensions communautaires dans la région de Mopti, où des groupes d'auto-défense communautaire, possédant des armes de guerre, continuent d'agir en toute impunité. Dans le seul cercle de Bankass, plus de 37 cas d'atteintes aux droits de l'homme ayant causé la mort d'au moins 115 personnes, sont attribuables à ces groupes depuis novembre 2018, y compris lors des attaques perpétrées par des groupes de chasseurs traditionnels à l'encontre de civils, dans les parties peules des villages de Koulogon, Minima Maoudé ou encore Libé, entre janvier et février 2019.

Selon la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA, l'impunité dont bénéficient les groupes d'auto-défense depuis un certain moment au centre du Mali alimente davantage le cycle des violences et d'atteintes aux droits de l'homme commises à l'égard des populations civiles. L'attaque planifiée, organisée, et coordonnée sur la partie peule du village d'Ogossagou s'inscrivait dans un contexte de nombreuses autres attaques similaires par des groupes de chasseurs traditionnels, à l'encontre des populations peules. Ainsi, les atteintes aux droits de l'homme documentées à Ogossagou, prises dans leur contexte, pourraient être qualifiées de crimes contre l'humanité, s'il est démontré que cette attaque s'inscrivait dans le contexte d'une attaque systématique ou généralisée contre la population civile et jugés par un tribunal compétent, en vertu du droit international pénal, particulièrement l'article 7 du Statut de Rome.

« L'émotion suscitée par cette horrible tragédie n'aura de sens que si la chaîne judiciaire se déclenche de façon prompt et efficace pour mettre fin à l'impunité. Le rétablissement de la paix et de la cohésion sociale au Mali est à ce prix », a conclu Mahamat Saleh Annadif.

4 MAI**PLUSIEURS MORTS LORS DE VIOLENCES PERSISTANTES DANS LA COMMUNE DE MONDORO**

Bamako, le 4 mai 2019 - Des membres de la communauté Dogon ont été tués au cours de plusieurs incidents distincts survenus les 1er et 2 mai 2019 dans le centre du Mali.

Mercredi, au nord de Mondoro (région de Mopti), des assaillants ont tendu une embuscade durant laquelle plusieurs Dogons ont perdu la vie. Jeudi, d'autres membres de la même communauté ont été tués alors qu'ils tentaient de retrouver les corps des victimes de la veille. Au cours des incidents, un membre de la communauté Peulh aurait également perdu la vie. Au total, au moins 18 morts sont à déplorer.

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général au Mali, M. Mahamat Saleh Annadif condamne fermement ces nouvelles violences et présente ses condoléances attristées aux familles endeuillées et au Gouvernement du Mali.

Il lance un appel pressant aux populations concernées par ces drames, pour « les inviter à l'esprit de tolérance et à la coexistence pacifique, qui sont les valeurs cardinales de la culture malienne ».

« Les Nations Unies exhortent les autorités à redoubler d'efforts pour enrayer ce cycle de violences intercommunautaires, dont la répétition est très préoccupante dans un contexte sécuritaire déjà alarmant, et à tout mettre en œuvre pour que les responsables de ces attaques abjectes répondent de leurs actes devant la justice, » a-t-il déclaré.

4 MAI**AFFRONTEMENTS AUX ALENTOURS DE TALATAYE**

Bamako, le 4 mai 2019 - Hier vendredi, aux alentours de Talataye (cercle de Ansongo), de violents combats se sont déroulés entre des éléments se réclamant du MSA-D et de la CMA.

La MINUSMA considère que ces affrontements constituent une violation flagrante du cessez-le-feu et a engagé des discussions techniques avec les responsables militaires de la CMA, Gatia et MSA-D pour que soit mis un terme aux hostilités.

Conformément à l'Accord de paix et à son Mandat, depuis hier, la Force de la MINUSMA a déployé des moyens aériens sur place et suit attentivement les événements. Une Force d'intervention rapide est également sur place, qui permettra à l'équipe d'inspection mixte (EMOV) d'établir un rapport sur les faits qui sera discuté au CTS. La MINUSMA appelle à un immédiat et strict respect du cessez-le-feu. Elle appelle également les parties concernées à la plus grande retenue et à résoudre leurs différends par la voie du dialogue.

Conformément à son Mandat, la MINUSMA prendra les mesures qui s'imposent pour assurer scrupuleusement le respect de l'Accord de paix et de réconciliation nationale au Mali.

6 MAI**DÉCLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE MALI**

Le Secrétaire général se félicite de la signature d'un accord politique entre le Gouvernement et les partis d'opposition le 2 mai à Bamako, qui a été suivi hier par la formation d'un cabinet inclusif.

Le Secrétaire général félicite le Président Ibrahim Boubacar Keïta pour son leadership dans le cadre des consultations qui ont abouti à un accord politique et à un engagement renouvelé à mettre en œuvre l'accord de paix de 2015. Il

félicite également les partis d'opposition pour leur contribution constructive à cet égard.

Le Secrétaire général exhorte toutes les parties prenantes maliennes, y compris les parties signataires de l'accord de 2015, à redoubler leurs efforts en vue de relever les défis auxquels leur pays est confronté par la mise en œuvre intégrale de l'accord, notamment par l'achèvement du processus de révision de la constitution.

Le Secrétaire général réitère l'engagement des Nations Unies à continuer à soutenir le peuple et le Gouvernement du Mali dans leur quête de paix et de stabilité.

New York, le 6 mai 2019

10 MAI

PLUS DE 2 000 RÉFUGIÉS MALIENS DE MAURITANIE RENTRENT À KOIGOUMA, DANS LA RÉGION DE TOMBOUCTOU

Bamako, le 10 mai 2019 – Du 13 au 25 avril, 2 086 réfugiés maliens sont rentrés volontairement du camp de réfugiés de Mbera en Mauritanie, à Koigouma, village situé à 55 kilomètres de Goundam, dans la région de Tombouctou. C'est au cours d'une cérémonie que ces femmes, ces enfants et ces hommes ont été accueillis par les autorités maliennes, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la MINUSMA. Les communautés de Koigouma avaient fui le conflit au Mali en 2012 et s'étaient rendues en Mauritanie où le statut de réfugié leur avait été accordé.

« Ce retour est un pas important dans le processus de réconciliation et de facilitation des retours volontaires des réfugiés maliens, conformément aux accords tripartites signés entre le HCR et les pays d'asile. Un processus que la MINUSMA veut favoriser dans la durée et dans de bonnes conditions. Le retour de ces plus de 2 000 personnes est l'aboutissement d'un important travail de la MINUSMA et du Système des Nations unies, et en particulier du HCR », a déclaré le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, et Chef de la MINUSMA. Mahamat Saleh Annadif.

À Koigouma, de grands défis persistent. À travers un projet à impact rapide (QIP), la MINUSMA a réalisé un projet de forage d'eau près du village. Pour sa part, en plus du transport de ces rapatriés qu'il a assuré, le HCR prévoit une allocation financière de retour, la réhabilitation de leurs abris, le financement des activités génératrices de revenus et l'accompagnement de la communauté dans le domaine de l'éducation.

« Le HCR lance un appel pour que les conditions propices soient réunies afin que les réfugiés reviennent et restent au Mali en sécurité et dans la dignité. Pour ce faire, il faut continuer à œuvrer pour garantir la sécurité et mettre en place des infrastructures socio-économiques adéquates », a déclaré la Représentante du HCR au Mali et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies par intérim, Mme Angèle Djohossou.

A l'occasion de la cérémonie d'accueil, Mme Angèle Djohossou, Mme Lizbeth Cullity, Cheffe de cabinet de la MINUSMA, M. Riccardo Maia, Chef du Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou, M. M'Bemba Diallo, Chef du Bureau du HCR à Tombouctou et M. Koïna Ag Ahmadou, Gouverneur de la région de Tombouctou, ont procédé à la remise de 10 tonnes de mil et de kits d'articles non-alimentaires, fournis par la Direction régionale du développement économique et social (DRDES) du Ministère de la Solidarité et de la lutte contre la pauvreté.

« Nous sommes particulièrement reconnaissants au pays qui a assuré la protection internationale de cette communauté de Koigouma, en l'occurrence la Mauritanie », a conclu la Représentante du HCR. Bien que le gouvernement du Mali, avec l'appui du HCR, ait enregistré 71 858 rapatriés au 31 mars 2019, près de 138 000 réfugiés maliens sont toujours en exil au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie, pays limitrophes du Mali.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS DES NATIONS UNIES

29 MAI



#PKDay

#ProtectingPeace

#A4P



ACTION POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

peacekeeping.un.org



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



[facebook.com/minusma](https://www.facebook.com/minusma)



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

